

I. I. U.  
II  
1308  
L

N. JORGA

ANCIEN PRÉSIDENT DU CONSEIL DE ROUMANIE

# Le Problème Danubien et les Roumains

de 1913 à 1918

Czernin contre Tisza

Revue d'Histoire de la Guerre Mondiale  
(Extrait du numéro d'Avril 1934)



PARIS  
ALFRED COSTES, ÉDITEUR  
8, RUE MONSIEUR-LE-PRINCE, 8

**N. JORGA**

ANCIEN PRÉSIDENT DU CONSEIL DE ROUMANIE

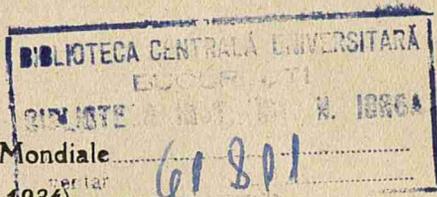
# Le Problème Danubien et les Roumains

de 1913 à 1918

Czernin contre Tisza

Revue d'Histoire de la Guerre Mondiale

(Extrait du numéro d'Avril 1934)



PARIS  
ALFRED COSTES, ÉDITEUR  
8, RUE MONSIEUR-LE-PRINCE, 8



## Le problème danubien et les Roumains de 1913 à 1918

---

### Czernin contre Tisza

---

Deux publications de documents, dont l'une assez récente, la traduction en français des *Lettres du comte Etienne Tisza* (1), l'autre les *Mémoires du comte Czernin* (2), nous permettent, en nous aidant aussi des matériaux roumains que nous avons déjà publiés, surtout dans nos Notes journalières (3) à partir de 1917 (le reste est encore inédit), ainsi que de nos souvenirs personnels, de reprendre certains moments de la participation de la Roumanie à la grande guerre. Comme les deux ouvrages reflètent la pensée des deux personnalités de la monarchie austro-hongroise les plus importantes par l'intelligence, la hardiesse de vues et l'énergie, des conclusions utiles peuvent s'en dégager.

Czernin, envoyé à Bucarest par le parti novateur rassemblé

(1) Comte Etienne TISZA : *Lettres de guerre* (1914-1916), traduction de Victor de Régnier dans la collection « Hier ». Paris, « Les œuvres représentatives », 1931.

(2) Ottokar CZERNIN : *Im Weltkriege*, Berlin-Vienne, 1919.

(3) *Memorii*, Bucarest, 1930-1931.

autour de l'archiduc François-Ferdinand, — et qui s'efforçait de raviver les rares sympathies qu'inspirait sa patrie en faveur de cette Autriche rajeunie qui devait s'allier aux Slaves et aux Roumains, afin de réduire le rôle excessif joué par les Hongrois dans le difficile et triste ménage commun, — avait dû quitter la Roumanie en vaincu qui n'avait vu que trop tôt se réaliser ses prévisions pessimistes. Dans tout un chapitre de son ouvrage, paru dès 1919 (*Im Weltkriege*), après la faillite complète de la nouvelle politique viennoise et le morcellement de l'Autriche, il cherche à expliquer les raisons de sa lamentable mésaventure d'idéologue qui croyait qu'on pouvait maîtriser les réalités inébranlables et les faire entrer dans les cadres d'une construction aussi compliquée qu'arbitraire.

Il ne dit pas qui lui avait fait faire cette tentative vaine dont il revendique cependant l'honneur. Il n'est pas superflu de le montrer.

Parmi les Roumains de Transylvanie, il y eut, à un certain moment, une tendance à combattre l'emprise destructrice des Magyars, en utilisant la jalousie traditionnelle des milieux de Vienne à l'égard de ceux-ci et le penchant vers l'aventure de l'héritier du trône, esprit sombre, renfermé, nourri de soupçons, mais s'abandonnant à l'influence de quelques intimes dont Czernin était le chef de file. Cette tendance, qui se heurta aussitôt à la résistance invincible de l'instinct national aussi bien qu'à la contradiction passionnée des esprits clairvoyants, était représentée par trois personnalités d'une intellectualité distinguée.

Depuis longtemps, un Bucovinien, versé dans les sciences administratives et dans les finances, Aurèle Onciul, chef du parti démocratique, des paysans et de ces maîtres d'école mal payés, mal considérés et généralement mécontents, adversaires nés des nobles et des prêtres, s'était posé en champion de l'idée d'une « Grande Autriche », dans laquelle se serait fondue la petite Roumanie du roi Charles I<sup>er</sup>, — au grand avantage de la nation roumaine elle-même, qui se serait trouvée sous le même sceptre, comme on l'avait rêvé à Vienne pendant la guerre de Crimée. De Brünn (Brno), en Moravie, où il était employé dans les bureaux, il répandait les brochures rouges d'une revue très hardie, qui passait par-dessus tout ce qu'il considérait comme de simples préjugés d'indépendance et de fierté nationale. Ce petit théoricien, à la fine tête

ronde ornée d'une barbiche pointue, parut un jour, à Bucarest, coiffé d'un haut-de-forme inaccoutumé, qui équivalait au tiers de sa taille, pour nous annoncer le nouvel évangile de Konopicht. Pour ma part, je répondis en faisant publier un article de dénégation indignée, dont le titre était : « *Le drapeau, — nous ne le descendons pas!* »

Tout autre, par ses origines et son tempérament, était Aurèle Popovici qui, bien que médecin de province, originaire du Banat, alors hongrois, avait passé des années à Vienne, où il avait acquis, en marge d'une profession qu'il dédaignait d'exercer, certaines connaissances de statistique et de politique courante, beaucoup moins d'histoire, connaissances qui lui donnèrent l'idée de reprendre pour son compte — car il a dû connaître la propagande du Bucovinien, — cette idée de la « Grande Autriche », dont il tira celle des « Etats-Unis de la Gross-Oesterreich », ce qui est un peu différent, car la Roumanie aurait ainsi conservé son nom, ses frontières et sa dynastie. Très jeune, Aurèle Popovici avait publié des recommandations vagues et banales, dans lesquelles il prêchait des réformes dans l'enseignement et dans toute la vie intellectuelle des Roumains de Hongrie. Après une vingtaine d'années, il se montrait capable de donner un énorme volume de théories appuyées sur des renseignements nombreux et bien choisis, qui ne pouvait pas manquer de susciter un intérêt passionné. Lui-même, par son éloquence abrupte de client des cafés politiques de Vienne, par l'ampleur de sa voix tonitruante, contribuait pour beaucoup au succès de ses recettes révolutionnaires. On les connaissait dans l'entourage de l'archiduc héritier, et on les prisait hautement. C'était presque le décalogue des transformations qui devaient être accomplies, fût-ce même au risque d'une révolution intérieure ou d'une guerre contre les voisins qui se seraient montrés récalcitrants envers ce projet miraculeux.

Mais, en Transylvanie, il n'y avait pas seulement chez l'historien le plus qualifié des Roumains de ce pays, Mgr Augustin Bunea, — auteur d'ouvrages des plus importants, orateur puissant, homme encore jeune et d'un tempérament énergique, — un fort penchant pour la politique nouvelle qui venait de poindre à Vienne, mais aussi, pour la soutenir, son influence sur ce cercle du clergé uniaste qui, représentant une Eglise fondée par les Habsbourg contre le calvinisme et l'esprit de

résistance de la noblesse magyare, n'avait jamais abandonné ses traditions la rattachant à la Vienne des Jésuites, conseillers de la première heure, et à la « très illustre Maison » des Habsbourg.

Des orthodoxes transylvains suivaient le même courant d'idées, par suite des mêmes rapports avec le milieu viennois. Tel M. Vaida Voëvod, de la petite noblesse de cette province, élevé dans un gymnase saxon, et qui avait fait des études de médecine dans la capitale autrichienne. Sa nature fougueuse, habituée à défier, à braver l'ennemi, qui était l'oligarchie, la *gentry* des Magyars, dans le Parlement même de Budapest, où l'envoyaient les suffrages fidèles de ses électeurs paysans, avait fait de lui le chef le plus brave de sa nation luttant pour le droit. A Bucarest même, on pouvait l'entendre plaider jusque devant des officiers supérieurs, qui l'écoutaient avec un intérêt montrant assez qu'ils partageaient ses opinions, la cause de cette jeune Vienne, en qui les Roumains, enfin réunis d'une façon ou d'une autre, verraient l'heureux accomplissement de leurs rêves.

Il réussit, paraît-il, bien que seulement pour quelque temps, à se gagner aussi l'adhésion du plus hardi parmi les hommes politiques de la Roumanie, un des chefs du parti conservateur, Nicolas Filipescu, grand propriétaire terrien, élevé à Genève, qui devint plus tard le prédicateur le plus violent de la guerre contre la Hongrie, et qui présentera au roi Ferdinand l'alternative de « se faire couronner à Albe Julie de Transylvanie » — comme il allait le faire, — ou « de mourir sur le champ de Turda », où Michel-le-Brave avait succombé sous les coups des mercenaires du général Basta, au service de l'empereur Rodolphe II, en 1601.

## II

Se décidant à interrompre une carrière d'homme politique qui s'annonçait brillante, et à se détacher pour quelque temps de l'entourage de son ami l'archiduc, pour aller à Bucarest repêcher une alliance presque noyée, le comte Czernin apportait avec lui une déclaration formelle de l'empereur lui-même, qu'on se représente trop souvent, d'après certains témoignages, — tel celui de son aide-de-camp Margutti, — comme

attaché par tradition à une autre politique que celle, si aventureuse et si agressive, de son neveu. Dans son audience de congé, il put entendre de la bouche auguste de son maître ces paroles qui ne demandent aucune explication : « La paix de Bucarest est intolérable et nous marchons vers une nouvelle guerre. Dieu veuille qu'elle reste localisée aux Balkans (1). »

Du côté de l'archiduc, il venait avec la mission formelle, qui prit bientôt une forme nette, de donner à la Roumanie la Transylvanie, sous la condition que « cette grande Roumanie, une fois créée, entrerait dans l'organisme de l'Etat des Habsbourg » (2).

Si du moins l'émissaire avait été mieux informé! Mais celui qui parle d'un « agrandissement disproportionné » (*unverhältnismässig*) de la Roumanie par suite de la guerre des Balkans — il s'agit de la Nouvelle Dobrogea [Dobroudja], — et peut affirmer que, pendant la grande guerre, « des prisonniers bulgares ont été déchirés avec les dents par les Roumains » (*mit Zähnen zerfleischt*) (3), avait, plus que pour la diplomatie, une propension marquée pour le reportage sensationnel. Du reste, il avoue lui-même que le sort de l'Autriche-Hongrie était fatal, même sans la guerre; qu'elle constituait une forme politique impossible à sauver (4); et cependant il allait à Bucarest pour convaincre les Roumains qu'ils avaient tout avantage à rester fidèles à l'alliance avec cette Monarchie destinée à disparaître, alors même qu'ils étaient de ceux qui devaient profiter de cette disparition : « Nous devions mourir, écrit-il avec résignation. La façon de mourir, nous aurions pu la choisir, et nous nous sommes décidés pour la plus terrible (5). »

Il déclare avoir toujours cru que toute tentative pour intro-

(1) « Der Bukarester Friede ist unhaltbar und wir gehen einem neuen Kriege entgegen. Gebe nur Gott dass er am Balkan lokalisiert bleibt », p. 11.

(2) Erst nach meiner... Entsendung... und nach meinen einschlägigen Berichten fasste der Erzherzog den Plan, unter der Bedingung Siebenbürgen an Rumänien abzutreten dass dieses neugeschaffene Gross-Rumänien sich dem Habsburger Reiche einfüge, p. 64.

(3) P. 11. Il s' imagine que Berchtold n'aurait jamais pensé à « une guerre mondiale de pareilles dimensions », parce qu'on lui avait dit que, l'Angleterre restant neutre, la victoire contre la France et la Russie était certaine (p. 12)! Et le chancelier austro-hongrois aurait attendu, après l'immanquable victoire, la renaissance de ce corps sans âme qu'était la Monarchie.

(4) P. 40.

(5) « Wir müssten sterben. Die Todesart konnten wir uns wählen, und wir haben uns die schrecklichste gewählt » (p. 41).

duire les réformes si hardies contenues dans le programme de règne de François-Ferdinand auraient amené la ruine d'un échafaudage « pourri » : « Le malade aurait pu difficilement subir l'opération (1) » ; son ami, devenu empereur, se serait trouvé sous les ruines de l'édifice qu'il osait vouloir ébranler. L'archiduc héritier lui-même avait l'intuition que toute partie du territoire entamée par une guerre serait nécessairement « perdue ». Et cependant, le même homme alla jusqu'à vouloir discuter avec François-Joseph les conditions dans lesquelles, suivant certains courants à Bucarest, on aurait pu arriver à rattacher (*Angliederung*) la Roumanie à la Hongrie, avec certains changements dans la structure de la constitution hongroise (2). Un arrangement ou un autre lui étaient au fond indifférents, car il professait, en vrai Autrichien, que l'opinion de 99 pour 100 de la population d'un Etat — était-il bien sûr de n'en pas faire partie? — est « une question d'estomac ».

A côté du grand projet, le devoir immédiat était d'éclaircir ce qu'il y avait de douteux, de peu rassurant dans l'attitude de la Roumanie, et de rétablir de meilleurs rapports avec elle. Le comte Tisza, président du Conseil à Budapest, et portavoix des aspirations hongroises, voulait la remplacer dans la Triple par la Bulgarie, rivale (3) et ennemie de la nouvelle Serbie, considérée comme grande pour les intérêts des Habsbourg. L'opinion de Tisza ne devait pas influencer Czernin, qui, du reste, de son côté, n'y était guère disposé. D'autant plus que la nomination de l'auteur d'une brochure politique anti-magyare avait suscité une tempête dans le Parlement hongrois. La parole d'honneur qu'exigea de lui et lui arracha le comte Tisza de ne rien essayer de nouveau, trouvait une correction et une échappatoire dans la restriction fixée par l'archiduc que cela ne l'engageait que tant qu'il ne serait qu'héritier du trône. Plus tard, Czernin, qui devait être un des instruments les plus sûrs de la révolution à laquelle on ne pensait guère à renoncer, ne serait plus ministre d'Autriche-Hongrie à Bucarest (4).

(1) P. 56.

(2) « Wie sich die Rumänen diese Angliederung an Ungarn vorstellen, respektive welche Änderungen in der Struktur der ungarischen Verfassung hierfür notwendig seien », p. 61. Il observe, tout étonné, que l'empereur connaissait par leurs noms tous les ministres roumains (p. 61). Il paraît m'avoir fait l'honneur de me nommer, en recommandant aux Bucoviens de se bien garder de mon influence.

(3) P. 103.

(4) Pp. 104-105.

Convaincu, dès la première audience accordée par le roi Charles, que l'alliance, que ce souverain ne voulait pas présenter publiquement devant la nation, n'était qu'une forme vide, il commença aussitôt à travailler au projet, au *grand projet*, le seul qui, écartant la question transylvaine, pouvait mettre d'accord les intérêts des deux pays. Filipescu même lui avait parlé de l'idée de réunir la Roumanie à la Monarchie comme l'était la Bavière à l'Empire allemand (1). Il était déjà sûr que, si un ennemi de la Double Monarchie parlait ainsi, les autres « saisiraient le projet avec une satisfaction encore plus grande »... Même après la débâcle autrichienne, l'ancien ministre à Bucarest continue à croire que ce projet, qui supposait la destruction par la force d'une résistance hongroise désespérée, sans compter celle du nationalisme roumain, formé et développé au prix de tant de sacrifices pendant des siècles pour empêcher la disparition, horrible à tous les esprits sains, de l'indépendance de l'Etat, était réalisable, et que seule l'opposition acharnée de Tisza, soutenu par l'empereur, y avait fait obstacle (2). Pour l'irréremédiable idéologue, ce n'était cependant, au début, que partie remise : on reprendrait le projet après l'avènement de l'archiduc... Jusque-là, tout serait ajourné. Vienne finissait ordinairement tous ses rêves par l'expectative et l'opportunisme.

Le grand souci de Czernin, qui, sauf la chronique des divorces, n'a jamais rien connu du pays — il critique, pour ce même défaut, François-Ferdinand lui-même — fut pendant quelque temps la vantardise d'un « patriote » plus ou moins exalté qui disait vouloir souffleter en public le représentant d'une politique offensante pour ses sentiments : il demanda à Vienne s'il fallait laver cette injure dans le sang, et eut là-dessus des explications avec l'empereur. Mais, en partant, il saura dire que dans ce pays un chasseur peut trouver des pélicans et des chats sauvages, ce qui paraissait devoir être nécessaire pour la réalisation du grand projet.

Au moment de l'attentat de Séraïevo, où en était-on en ce qui concerne la situation de l'alliance? Il y avait ceci seule-

(1) « Es ist nun interessant und für die ganze damalige Situation bezeichnend dass mir bald nach meinem Amtsantritt in Rumänien... Nikolai Filipescu den Vorschlag machte, Rumänien möge mit Siebenbürgen vereint werden, und dieses ganze vereinigte Gross-Rumänien möge sodann zu der Monarchie in ein Verhältnis treten ungefähr wie Bayern zum deutschen Reiche », p. 107.

(2) *Ibid.*

ment de tout à fait sûr : que le traité, à peine renouvelé, ne pouvait pas être exécuté en cas de guerre avec la Russie; le roi Charles, le seul en qui on pouvait avoir confiance, avait dû le déclarer, avec tous les signes d'une émotion très réelle, sans oser prendre de décision.

Comme Vienne tardait à adopter une attitude, Czernin, clairvoyant, crut pouvoir emmener sa famille en Styrie, et, — chose incroyable — il en reçut l'autorisation. Il le dit lui-même, ajoutant cette révélation surprenante qu'« il était dans une ignorance absolue de ce qui se préparait (1) ». Il ne revint que par ordre, au moment où était publié cet ultimatum à la Serbie « criminelle » dont il critique sévèrement le ton, ajoutant qu'avec une autre rédaction on aurait pu faire mieux : « Il aurait fallu, dit-il, faire intervenir le roi de Roumanie à Belgrade pour qu'un refus serbe l'amenât, par dépit, à se placer du côté des Empires Centraux. » Il affirmait que la seule garantie qu'il pouvait donner était que, tant que le vieux monarque règnerait, la Roumanie garderait sa neutralité. Le ministre d'Italie, M. Fasciotti, aurait déjà averti que l'Italie non plus ne marcherait pas (2). Il aurait voulu que le roi appelât au pouvoir l'énergique et vieil homme d'Etat Pierre Carp, chef des amis de l'Allemagne, — mais non pas de l'Autriche-Hongrie, ce que Czernin n'avait pas remarqué, — pour ordonner aussitôt la mobilisation et tomber sur les Russes : un pareil geste de défi au sentiment national lui paraissait possible.

Pendant les deux années de neutralité, l'attitude du comte Czernin, telle qu'elle ressort surtout de ce livre de Mémoires, n'est pas moins surprenante. Il se plaint de ce que les Roumains laissaient passer par le Danube, — comme s'ils avaient pu s'y opposer, sur un fleuve dont ils n'avaient pas seuls la propriété, — des munitions pour les Serbes; il affirme que les soldats austro-hongrois pénétrant sur le territoire du royaume étaient internés, alors que — et ce n'est pas vrai — « des soldats russes pouvaient à chaque moment (*jederzeit*) passer librement la frontière ». Et il confesse avoir attiré chez

(1) « In völliger Unkenntnis der sich vorbereitenden Ereignisse », pp. 17-18. — Voy. l'analyse de la *Correspondance de Czernin* dans notre étude *Pourquoi la Roumanie s'est détachée de la Triple*, « Revue historique du Sud-Est européen », 1930; tirage à part. Nous ne croyons pas nécessaire de la reprendre ici.

(2) Pp. 124-125.

lui un cadet réfugié, et, trompant l'officier qui le gardait, lui avoir fourni une auto pour s'échapper; il récidiva même pour un autre militaire de son pays (1)... Il aurait même déclaré à Brătianu, président du conseil, avoir ainsi agi pour le punir de n'avoir pas observé les règles de la neutralité.

Jusqu'au bout, cet irréductible rêveur croyait qu'en renversant le ministère de Brătianu au profit de Maiorescu, le premier ministre de la campagne balkanique, ou l'ancien lieutenant de Carp, Alexandre Marghiloman, il pourrait encore gagner le concours de l'armée roumaine (2). Mais il ajoute que Maiorescu lui-même aurait demandé, pour une intervention à côté des Empires Centraux (3), des cessions territoriales du côté de la Hongrie, c'est-à-dire « la Transylvanie et un morceau de la Bucovine » (4). Or, Tisza écrivait qu'« on tirerait sur quiconque essaiera jamais de prendre fût-ce même un mètre carré du territoire hongrois » (5). Burian même n'y aurait jamais consenti, sans compter la résistance invincible qu'aurait opposée le Parlement hongrois, alors que, à Vienne, Stürgk aurait accepté de sacrifier ce lambeau d'Autriche (6). Ne pouvant pas réussir dans cette voie, il se consolait à la pensée que, si la Roumanie attaquait ses anciens alliés, « les Bulgares seraient à Bucarest plus tôt que les Roumains à Pesth », et il se vante de l'avoir dit grossièrement à la reine Marie, qui aurait consenti à examiner une question ainsi posée. Voyant interner les sujets de la Monarchie et attendant le moment de son propre départ, il se consolait en cherchant dans le ciel nocturne de Bucarest l'apparition du zeppelin vengeur (7).

### III

L'examen de la correspondance du comte Tisza fournit des renseignements complémentaires de la plus haute importance,

(1) Pp. 125-126.

(2) « So hätten wir die rumänische Armee an unsere Seite bekommen können », 127.

(3) Czernin déclare n'avoir jamais admis que des sacrifices de territoire auraient pu payer la seule neutralité roumaine (p. 102).

(4) Pp. 139.

(5) « Wer immer es versuchen sollte auch nur einen Quadratmeter ungarischen Bodens zu nehmen, auf den wird geschossen », p. 140; cf. p. 184 : « Nie hätte er einen Quadratmeter Ungarns abgetreten... Er hätte lieber die Welt zugrunde gehen lassen als Siebenbürgen herzugeben. »

(6) P. 120.

(7) P. 130 et suiv.

et la confirmation des révélations dues à l'homme politique autrichien dont la volonté de l'archiduc héritier avait fait pour trois ans un diplomate.

Tisza, auquel son ami Czernin (1) consacre des pages émues et justes, dans lesquelles il reconnaît son ardent patriotisme hongrois et ses grandes qualités d'homme probe, fidèle et énergique, vrai représentant, par les bons et les mauvais côtés, de sa race, — alors que le diplomate autrichien n'appartenait, de par sa vie viennoise, à aucune, — a été, dès le début de la grande guerre, un facteur déterminant dans l'histoire de la Monarchie, réclamant à chaque instant le droit de parler au nom de son pays et d'en défendre les intérêts, les seuls que, de son propre aveu, il avait en vue. Personnalité tragique, destinée à finir sous les balles des siens, au service desquels il avait été pendant toute son existence : c'est un tout autre personnage que le brillant conseiller, à l'esprit aussi léger que fécond, de l'archiduc François-Ferdinand (2).

Dès le début, au lieu de se livrer au doute et d'examiner de séduisants fantômes d'avenir, il cherche à prendre une attitude de décision intransigeante, correspondant au seul « égoïsme sacré » de sa nation qui accepte, pour ses propres buts (et non pas par dévouement dynastique ou par sentiment de solidarité), la confraternité, troublée par de fréquentes querelles, avec l'Autriche. Dans le mémoire qu'il présente à son roi le 1<sup>er</sup> juillet, se référant à l'intention de Berchtold, de « *mettre à profit* l'abominable crime de Séraïevo pour régler nos comptes avec la Serbie », il taxe cette idée d'« erreur fatale » ; il dégage nettement sa responsabilité ; il ose ne pas attribuer au gouvernement serbe la complicité avec les assassins ; il s'indigne contre la possibilité de paraître « perturbateur de la paix aux yeux du monde entier », qui sera nécessairement mêlé à l'affreux drame historique ; il souligne le manque d'alliances sûres, l'état d'esprit des Roumains « mégalomanes », la faiblesse militaire des Bulgares, qu'il faudrait employer contre les premiers pour les ramener par la crainte au bercail, mais sans une « pointe dirigée contre eux » et sans inquiéter la Grèce, qu'on doit ménager (3). Ce

(1) *Lettres de guerre*, p. 11.

(2) *Ibid.*, pp. 1-3.

(3) Il marque le droit des hommes d'Etat responsables du gouvernement intérieur et appelés par la Constitution à exercer une influence sur la politique extérieure (*ibid.*, p. 11) ; il le dit de la façon la plus énergique à Berchtold, p. 28.

seul document dépasse en clairvoyance toute la correspondance du comte Czernin. Après que Berlin se fût montrée disposée à soutenir la politique de la Monarchie dans les Balkans, après avoir vu que les ministres sont pour la guerre, qu'il faut donc « provoquer », le chef du gouvernement hongrois revient à la charge, le 8 du même mois : il faut envoyer une simple note à Belgrade et non pas un ultimatum; l'attitude de l'Autriche-Hongrie doit être celle de la partie qui est forcée de prendre les armes; mais, avant tout, il faut ajourner le règlement des comptes. On ne pourra tenter ce règlement avec quelques chances de réussite que lorsque le plan d'entente avec les Bulgares sera réalisé, lorsque l'Allemagne aura pu ramener la Roumanie à la raison. Alors même, il ne faudra penser qu'à amoindrir, au profit de ses autres voisins, et avec une simple rectification de frontières au bénéfice de la Monarchie, cette Serbie, qu'il faut se bien garder d'annexer (1) (on sent l'appréhension d'augmenter le facteur slave dans l'Etat des Habsbourg).

Mais, lorsque l'ultimatum eut produit son effet, un changement d'attitude s'imposa. La pensée du Premier hongrois, préoccupé, le 28, de la « prétendue visite de Bratianu à Vienne », se dirige vers cette Roumanie inquiétante, qu'il faut faire garder par les nouveaux amis bulgares, si utiles. Si, le cas échéant, elle ne remplissait pas ses devoirs d'alliée, il faudrait laisser de côté toute préoccupation et tout scrupule en ce qui la concerne (2).

Mais des événements imprévus se produisent aussitôt : déclaration de guerre de l'Angleterre, attitude incertaine de l'Italie. Selon lui, il faut menacer Rome d'une intervention de l'Allemagne même, qui a laissé, poursuivant ses buts à elle, en France, avec toutes ses forces, l'Autriche-Hongrie seule devant la Russie; les « messieurs arrogants » de Rome sont maintenant au même niveau que les « mégalomanes » de Bucarest : un terrible isolement se dessine. A peine un espoir vient-il à poindre du côté des Turcs qui se sont laissé réconcilier avec leurs anciens ennemis mortels, les Bulgares. La Grèce pourrait de même être gagnée à l'idée d'un traité de neutralité, par l'offre de Kavala, de districts albanais et même macédoniens, ce qui arrangerait aussi, en guise de compensa-

(1) *Ibid.*, pp. 3-6.

(2) Pp. 9-10.



tion, les Turcs en Thrace (1). Serait-ce déjà marcher sur les traces de l'idéologie viennoise? Il félicite Czernin de son « succès en Roumanie ». Du reste, la façon dont l'incapable Potiorek mène les opérations inquiète celui qui se défend de vouloir se poser en stratège. Il en fait son rapport au Souverain (2) : il faut foncer contre la Russie, ainsi que l'avait commencé le général Conrad; le reste concerne les Bulgares, dont on attend la décision. « L'expédition punitive », la *Strafexpedition*, doit être ajournée.

Mais, en Galicie, le succès escompté se dérobe et, à plus forte raison, l'illusion d'une victoire décisive sur les Russes, sans participation allemande, se dissipe. Tisza se rabat alors sur la victoire décisive qui doit se produire sur le front français (30 août). Mais celle-ci tarde trop. C'est alors, au commencement de septembre, que le Premier hongrois croit nécessaire de faire des promesses aux Roumains de Hongrie; il leur offre, dans de belles phrases, la paix, sans se faire d'illusions sur l'effet que le « manifeste » aura en Roumanie même. C'est Berlin qui avait voulu ce geste : ce Tschirschky, ambassadeur à Vienne, que Czernin accuse de suivre, par ses « exagérations », une politique toute personnelle, et dont les « menaces », les essais d'« intimidation » ne doivent pas être pris trop au tragique. L'arrogance allemande, « impétueuse », apparaît maintenant à côté de celle des Italiens. De Bucarest, Czernin avertissait que les Russes voulaient offrir à Charles I<sup>er</sup> la Bucovine, et le chef des conservateurs pro-allemands, Alexandre Marghiloman, croyait que, si la Hongrie voulait donner un « statut politique » à la Transylvanie, la Roumanie serait gagnée; mais le roi refusait d'en parler au ministre austro-hongrois, et celui-ci craignait que l'offre russe n'amènât l'abdication du souverain, dont l'héritier « attaquerait, selon toute probabilité », la Monarchie. Tisza était bien plus dans le vrai en affirmant, le 7, que seule la situation sur les champs de bataille déterminerait l'attitude du gouvernement roumain, qui, en tout cas, ne trahirait pas, et que le roi n'abdiquerait pas, car « c'était un rusé compère » (3). Il croyait nécessaire, en même temps, d'effrayer Tschirschky en l'assurant que les insuccès de Galicie inspiraient aux Rou-

(1) Pp. 12-14.

(2) Pp. 14-16.

(3) P. 33.

mais chaque jour davantage l'idée qu'ils pourraient prendre part à la guerre contre la Monarchie (1).

La question du « manifeste » l'inquiète : sous la pression de Berlin, de Vienne, il résiste douloureusement. Cependant Jagow télégraphie, du quartier général allemand, le 15 septembre, le lendemain de la grande victoire remportée sur les Russes en Prusse orientale, que l'Allemagne peut envoyer des troupes en Galicie et que si les Roumains fournissent leur part, il y aura « une victoire certaine », décisive, sur le front oriental. La vie et la puissance des deux Empires est en jeu : c'est de l'Autriche-Hongrie que tout dépend, et les « sacrifices éventuels retombent naturellement sur la Hongrie (2). » Or, Tisza ne veut pas soumettre son projet à l'approbation du roi de Roumanie et de ses conseillers; la « liberté de l'Eglise » roumaine, dont on lui parle, ne peut pas avoir de sens : que veut-elle de plus que ce qu'elle a déjà? L'indépendance de droit de la Transylvanie lui répugne. « La question roumaine n'est pas une question de Transylvanie, puisque 40 % de la population transylvaine est hongroise ou allemande », — les Allemands étant disposés à devenir de bons Hongrois, — sans compter que « près de la moitié » des Roumains de Hongrie sont au delà des frontières de la province.

« La Hongrie, fondée il y a mille ans par la conquête, a toujours été un Etat national. Tout le développement historique de sa Constitution est imprégné du caractère national hongrois. Grâce à l'esprit de liberté que possède le peuple hongrois, les sujets non-magyars ont toujours été placés sur le pied de l'égalité absolue, jouissant non seulement des mêmes droits que les Hongrois, mais souvent favorisés par d'importants privilèges... A la place du latin, c'est naturellement le hongrois qui est devenu la langue de l'Etat, ainsi que celle de l'enseignement et des institutions culturelles de l'Etat. Toutes les autres nationalités étaient cependant libres de faire usage de leur langue propre et de développer librement leur culture (2). »

L'Eglise orthodoxe a le droit d'entretenir des écoles, et elle reçoit des subventions de l'Etat, qui vient de *permettre* l'enseignement religieux, et même élémentaire, en sous-main; on fera des concessions quant à l'emploi de la langue nationale dans la nouvelle loi administrative. Si Tisza est disposé à lever ces empêchements dont souffre l'enseignement roumain, c'est que, d'après son opinion, qu'il croit être aussi celle du

(1) Pp. 34-35.

(2) Pp. 39-45.

roi Charles, « sa déclaration doit paraître au moment de l'entrée en guerre de la Roumanie (1). » Il demande que d'abord les Allemands viennent, espérant sans doute qu'ils pourraient suffire à la tâche; de son côté, la Roumanie doit « entrer en guerre avec *toutes* ses forces », et c'est elle qui doit préciser ses conditions (2).

Avant la fin du mois, il peut cependant respirer : Von dem Busche, le ministre d'Allemagne à Bucarest, vient de télégraphier que le roi Charles, très malade, agonisant, n'est pas disposé à se décider. Il regarde la question transylvaine comme ajournée, et rejette avec indignation « l'avance timide », qu'il juge une « manœuvre grossière », proposant l'occupation roumaine en Transylvanie *contre les Russes* : on y répondrait par la guerre; ne suffit-il pas de la parole du roi, de la menace bulgare-turque (3)? On se borne donc à insister pour que le métropolitain orthodoxe, un pauvre vieillard d'esprit médiocre, ancien curé, Jean Metianu, et le plus pacifique des nombreux chefs du parti national des Roumains de Transylvanie, Théodore Mihali, qui recevait ordinairement les suggestions du roi Charles, plus tard aussi l'évêque uniaste Basile Hossu (4), déclarent publiquement que, devant les dispositions du Ministre hongrois, ils n'ont plus rien à désirer. Mihali n'avait cependant promis que son intervention auprès du leader des jeunes, M. Jules Maniu. En tout cas, le « manifeste » ne serait publié qu'après « le résultat de notre prochaine offensive contre les Russes » (4) : on espère que la victoire escomptée rendra le « manifeste » superflu.

Or, il y eut bien autre chose : l'entrée des troupes russes dans le Maramures (Maramoros), la province qui domine au Nord de la Transylvanie. Comme Brătianu avait présenté à ce moment je ne sais quelle note, qui n'a pas été publiée, « concernant la Bulgarie et l'Italie », où il était question des ambitions italiennes sur le Trentin, Tisza approuve Czernin, qui lui avait écrit que ce serait

une cochonnerie de la part d'une alliée... Nous n'abandonnerons aucune parcelle de notre sol... Nous ne tolérerons aucune occupation de notre territoire... Tous ceux qui voudront pénétrer chez nous

(1) Pp. 35-36.

(2) Pp. 38-39.

(3) P. 62.

(4) Pp. 45-46.

seront reçus à coups de fusil... Il serait bon qu'on le sût partout en Roumanie (1).

Et c'était dans cette disposition d'esprit qu'il recevait, au commencement d'octobre, l'invitation de la part de Tschirschky d'accepter l'exigence d'Aurèle Popovici — « un certain professeur Popovici, soi-disant l'un des meneurs roumains de Hongrie » — de nommer un ministre roumain pour la Transylvanie et le Banat (2). La réponse fut que Popovici était « un personnage insignifiant », mais un client du Belvédère, un mauvais conseiller de François-Ferdinand, un militant du camp de la *Gross-Oesterreich*, que les vrais chefs des Roumains traitaient ironiquement (et de fait il avait toujours travaillé pour son propre compte), et il était, du reste, fini, même à Vienne. Il n'y a qu'une solution : le « manifeste » — et, en outre, une amnistie, ainsi que la tolérance des couleurs roumaines (2), — ceci seulement après avoir chassé les Russes, c'est-à-dire lorsque ces mesures seront devenues inutiles. Tisza relevait avec la même indignation les paroles de von dem Busche, qui recommençait à parler de l'« autonomie » de la Transylvanie, que Berlin finirait cependant par imposer. Il affirmait que lui seul avait le droit de décider au nom de sa patrie (3), et que tout espoir de gagner la Roumanie avant la victoire sur les Russes était pure folie.

La politique de Tisza aurait pu trouver en ce moment un appui dans le jugement du vieux François-Joseph : « Si les Russes triomphent, les Roumains se tourneront contre nous, quelle que soit notre situation militaire en Transylvanie ». Mais il le disait seulement pour refuser les troupes demandées pour garnir cette frontière.

Du reste, le roi Charles venait de mourir, et l'avance russe continuait; l'offensive turque n'était qu'une faible compensation à ces événements si fâcheux.

Le 2 octobre, parut une lettre adressée au métropolitain orthodoxe transylvain, « Nestor » du haut clergé roumain, héraut et artisan de l'amour, de la paix et de la concorde; cette lettre faisait l'éloge du sacrifice loyal des Roumains sous les drapeaux de la Monarchie, où elle voyait « une grande

(1) Pp. 65-67.

(2) Pp. 60, 64, 67-68.

(3) P. 60. Il comptait aussi sur une certaine attitude de l'opposition hongroise; pp. 62-63, 67.

prière commune »; elle annonçait une nouvelle loi scolaire, « l'emploi de la langue roumaine devant les autorités », un élargissement du droit électoral. Et, de son côté, le prélat roumain prenait acte de ces assurances, correspondant « aux justes désirs, *si souvent exprimés*, du peuple roumain »; il promettait son concours à l'œuvre qui commençait (1).

Mais les insistances allemandes redoublaient. Hindenburg lui-même télégraphiait qu'il était nécessaire non seulement que des réformes fussent accordées, mais que « la Monarchie promît à la Roumanie certains territoires conquis sur les Russes », pour que l'intervention roumaine ne tardât plus (13 novembre). Répondant à cette sommation, communiquée par l'archiduc Frédéric, Tisza promettait « toutes les conquêtes possibles, faites aux dépens des Russes », mais avertissait le général que la Roumanie ne voulait rien de moins que « l'annexion de la Transylvanie et de la Bucovine » (2). Désespéré de l'obstination des Allemands, il se décida à se rendre lui-même à Berlin pour essayer de modifier l'opinion, mais sans avoir l'air d'y aller faire un rapport (3); il aurait désiré être envoyé par l'empereur.

Il revint de son voyage, assuré d'avoir écarté toutes les difficultés, et convaincu que les Allemands étaient définitivement de son côté : les Bulgares allaient marcher, et, avec les Turcs, on pourrait battre « les forces réunies des Serbes, des Grecs et des Roumains (4) »; Guillaume II avait été gagné à l'idée que la Hongrie ne pouvait rien céder. Seulement le retard des Bulgares inquiétait : il fallait donc les pousser à la guerre. On leur offrirait même Salonique. Les Turcs aussi devraient fournir leur part, et ils finiraient par s'entendre avec les Grecs. La Roumanie aurait cependant le privilège de ne pas être attaquée. Tisza estimait l'action militaire des Autrichiens inférieure à celle des Hongrois et allait jusqu'à demander que Vienne fît des concessions territoriales à l'Italie. Il était tout grisé par ces prétendus succès (fin novembre) (5).

Pour le refroidir un peu, il suffit de la perte de Belgrade en décembre 1914; la possibilité de l'entrée des Serbes dans le Banat se posait maintenant. Il lui semblait que, malgré

(1) Pp. 68-72 (la date est du 22 septembre). L'évêque uniaste Valère Frontin montrait les mêmes sentiments; p. 85.

(2) P. 75.

(3) Pp. 75-76, 78-79.

(4) Pp. 79-81.

(5) Pp. 81-84. Il reçoit aussi la visite d'Onciul; pp. 86-87.

tout, les Roumains étaient encore aux aguets (1). L'évacuation de la Bucovine fut une seconde leçon infligée à son orgueil (2). Mais il lui en restait assez pour croire, en février 1915, qu'on pourrait conclure avec un gouvernement Carp une convention « concernant les rectifications mutuelles de frontière » — évidemment en Bucovine autrichienne, — « n'entrant en vigueur que lorsque nous aurions gagné la guerre et que la Roumanie aurait occupé la Bessarabie » (3).

Przemysl succombait : Tisza s'en consolait en pensant que cela aurait pu arriver plus tôt encore (4), et que les alliés ne réussissaient pas aux Dardanelles (5). Mais, en écrivant à Conrad pour le cas d'une attaque italienne, suivie par celle des Roumains, le défenseur des droits de la Hongrie en arrivait à envisager ce qui pourrait être encore sauvé (6). « C'est réellement le sort de la Monarchie qui se joue en ce moment : chaque instant perdu peut amener la catastrophe (7). » Pour « repousser les exigences des Italiens, des Roumains et des Serbes », il pensait à une proposition pacifique faite par le roi d'Espagne ou par celui de Danemark (mai) (8).

Les Russes furent vaincus à ce moment, mais Tisza craignait que l'Italie ne se jetât sur la Monarchie pour éviter d'être punie de son « infidélité » (9). Peut-être cependant la Roumanie pourrait-elle être regagnée... (10).

L'Allemagne intervint alors de nouveau pour demander les « sacrifices » par lesquels la décision serait amenée (11)... Or, le président du conseil hongrois s'en tenait à la Bucovine (12). Il le répétait lorsque de Bucarest venaient les propositions faites par Basile Mortun, ministre de l'Intérieur et intime de Brătianu, qui avait parlé de la cession du Banat. En aucun cas, on ne pouvait sacrifier les 1.250.000 Hongrois et Saxons de Transylvanie, car cette cession aboutirait à faire perdre

(1) Pp. 87-89.

(2) Pp. 99-105.

(3) P. 117.

(4) P. 123.

(5) P. 134.

(6) P. 136.

(7) P. 147. Un projet italien de réunir comme alliées l'Italie, la Roumanie et la Hongrie indépendante; p. 103. Tisza refusa au nom de la permanence de la Monarchie; p. 104.

(8) P. 151.

(9) Pp. 155-156.

(10) P. 157.

(11) P. 164. Cf. p. 166.

(12) Pp. 167-168. Il pensait aussi à une bonne paix avec la Serbie; *ibid.*,

à la Monarchie « son rang de grande puissance en Orient ». « La Transylvanie ne pourrait, par conséquent, nous être arrachée que si nous succombions dans la lutte à mort engagée pour sa possession (1). » Le Banat représente la domination aux Portes de Fer.

C'était le moment où l'Italie avait jeté son épée dans la balance, et où le gouvernement allemand employait un Saxon influent, Lutz Korody, pour recommander dans la *Tägliche Rundschau*, le « sacrifice », et envoyait à Vienne Erzberger pour demander « les trois districts méridionaux de la Bucovine et quelque chose dans l'intérêt des Roumains de Hongrie (2). (Autonomie scolaire, usage public de la langue, réforme électorale.) Tisza voulait étendre les limites de la cession en Bucovine (3). En fin de compte, l'émissaire reçut cette réponse :

Je dois prier instamment tout Allemand désireux de préserver sa propre patrie d'un nouveau danger de laisser en paix le malheureux thème des concessions à faire aux Roumains de Hongrie (juin) (4).

Il n'y avait pas de qualification assez méprisante pour la « clique Bülow-Erzberger » (5). Czernin lui-même était prévenu contre tout nouveau « ballon d'essai » des Roumains (6). Le succès contre la Russie, la certitude que la Hongrie n'avait rien à perdre par l'offensive italienne avaient rendu à cette tête opiniâtre toute sa confiance un moment disparue : devant les forces militaires dont on dispose, la Roumanie baissera le ton (7).

Mais pendant un second voyage à Berlin, toujours à propos de la question roumaine, cet esprit irréductible eut à « subir un véritable bombardement de l'artillerie allemande la plus lourde » : on lui disait que la neutralité bienveillante des Roumains était indispensable pour le sort des Dardanelles. Tisza, pourtant, sut inspirer à Guillaume II du « dédain pour les Roumains » (8). Il crut donc devoir écarter la solution de l'abandon territorial et de l'autonomie transylvaine. On lui

(1) Pp. 169-171.

(2) Pp. 172-173.

(3) P. 173 et suiv. Erzberger croyait qu'il y a 30.000 Italiens à Bucarest et que d'Annunzio est en route vers la capitale roumaine; p. 177.

(4) Pp. 179-180.

(5) P. 180.

(6) Pp. 181-182.

(7) P. 183.

(8) P. 198.

parla alors du ministère proposé par Popovici, d'une Université roumaine, que le Premier hongrois traita d' « absurdité ». Il céda sur six points dont il avait déjà admis les plus importants. La Couronne devait lui adresser un écrit royal dans ce sens. Avec cela, il se croyait assez fort pour demander à Czernin d'intervenir auprès de la reine Marie, qui se montrerait « grande souveraine » « en entraînant la Roumanie dans une action triomphante de large envergure » (1). Au roi, on rappellerait que le terme qu'on lui avait fixé pouvait être prolongé d'une ou deux semaines, mais qu'on lui ferait savoir que les trois districts bucoviniens lui seraient remis seulement « après la fin de la guerre, lorsque ce pays aurait déjà fourni des preuves certaines de son activité » (2). Le chef de la défense hongroise invitait le futur président du Conseil, Marghi-loman, à se présenter devant lui, en bon vassal, à Budapest (3). Au fond, — et Czernin en était averti, — il s'en tenait à l'opinion que les Roumains étaient des ennemis qu'il fallait maîtriser et que la « stupidité incroyable des Allemands » ne faisait que les encourager à émettre des prétentions injustifiées. De nouveau, il croyait que l'offensive tentée du côté de Lwow briserait le front russe (4); il présentait déjà à François-Joseph le programme détaillé du dépècement de la Serbie (5), mais sans faire entrer trop de Slaves nouveaux dans la Monarchie.

#### IV

Les deux thèses — celle de Czernin : réforme de la Monarchie des Habsbourg; celle de Tisza : intangibilité de la base territoriale et de la base constitutionnelle de la Hongrie millénaire, — devaient rester l'une en face de l'autre jusqu'au bout, quand le sort, la nécessité même des choses et la moralité nationale donnèrent une solution définitive.

Czernin pense, au milieu des vicissitudes d'une guerre qu'il sait bien être perdue, et à laquelle maintenant la Roumanie prend part dans l'autre camp, aux possibilités de reprendre les projets des idéologues de Transylvanie et de Vienne. En 1917, Michaëlis lui écrit : « La question du rattachement de

(1) P. 189.

(2) P. 190.

(3) P. 191.

(4) P. 192 et suiv.

(5) Pp. 198-205.

la Roumanie sera orientée dans la suite d'après les discussions de Kreuznach, et sa solution sera en rapport avec les questions intéressant l'Allemagne, qui concernent la Courlande, la Lithuanie et la Pologne (1). » Il allait jusqu'à croire que l'Entente elle-même pensait à faire entrer non seulement la grande Serbie et la Pologne, mais la Roumanie aussi, dans un certain système, encore non défini, qui se baserait sur la Monarchie (2).

A la même époque, Tisza se plaignait des difficultés qu'il y avait à traiter avec les Allemands, « prétentieux et despotiques », mais, malheureusement, nécessaires pour la continuation de la guerre (3). Il mettait hors de discussion non seulement la cession territoriale, mais toute réforme intérieure hongroise imposée à l'avantage des nationalités (4). Le traité de Londres (1915), qui promet à l'Italie des avantages aux dépens de la Hongrie, ne sera jamais, dit-il, accepté comme base de paix; et pourtant cette paix, il la désire. Si on peut donner aux ennemis des lambeaux d'Autriche, « il ne faut pas faire des concessions sur le territoire hongrois à l'insu du président du Conseil de Hongrie » (5). On irait plutôt jusqu'à la séparation d'avec l'Autriche (6). Au contraire, il faut demander que la Roumanie cède de quoi garantir désormais la frontière qu'elle a violée (7) : pour le reste, des annexions plus importantes mettraient en danger le rang que la Hongrie s'est acquis dans la Monarchie dualiste (8).

(1) « Die Frage des Anschlusses von Rumänien wird nach Massgabe der Kreuznacher Abrede vom 18 Mai d. J. weiterzu behandeln und in Zusammenhang mit den Deutschland interessierenden Fragen hinsichtlich Kurlands, Litauens und Polens zu lösen sein », p. 218.

(2) « Im Uebrigen meint man bei der Entente dass sowohl das neue serbische wie das neue polnische Reich, eventuell auch Rumänien in ein gewisses Verhältnis zur Monarchie treten könnte. Ueber die Details dieses Verhältnisses sei man wohl noch selbst sehr im Unklaren » (p. 234). Le 17 novembre il était sûr que cet état réformé pourrait vivre dans la forme de cette « confédération danubienne » qu'on désirait à Paris (p. 300). Seulement il attendait que le vieil Hindenburg fit son entrée à Paris (p. 300). Les prétentions annexionistes des Bulgares le révoltent pendant les négociations de Brest-Litovsk (p. 387).

(3) « Die Deutschen seien schwer zu behandeln, anmassend und despotisch : wir könnten aber ohne dieselben den Krieg nicht beenden », p. 35.

(4) « Die Zumutung ungarisches Territorium abzutreten (Siebenbürgen) aber auch der Gedanke einer aufgezwungenen internen ungarischen Reform zugunsten der Nationalitäten seien völlig undiskutierbar » (*ibid.*)

(5) « Konzessionen aus ungarischem Territorium dürfen nicht ohne Wissen des ungarischen Ministerpräsidenten gemacht werden » ; p. 37.

(6) *Ibid.*

(7) « Eroberungen wolle er keine, ausser einem Grenzschutz gegen Rumänien », p. 36.

(8) « Sogar den Anschluss Rumäniens an Ungarn wollte er nicht, weil dadurch das magyarisches Element in Ungarn geschwächt würde », p. 185.

Le lendemain des négociations de ce qu'on a appelé la « paix de la faim », Tisza déclarait, dans son mémorial du 22 février 1918 : « La Roumanie ne sort pas de cette guerre aussi affaiblie que le demanderait aussi bien la justice que l'intérêt légitime de la Monarchie », car si elle perd la Dobroudja et une bande de territoire réclamée par la Hongrie, elle conserve la Bessarabie. Dans ces conditions, c'est un acte de grâce qu'on lui accorde, et c'est une question de prestige que de ne plus céder (1)...

De son côté, Czernin ne partageait pas l'opinion des Allemands, qu'il fallait punir Ferdinand, roi de Roumanie, pour son acte de trahison. C'est de sa propre initiative qu'il entama, par l'attaché militaire Randa, des pourparlers avec M. Barbo Stirbei, l'intime du souverain roumain; il se borna à avertir le représentant de l'Allemagne, Kühlmann, du « fait accompli ». Il expliqua sa décision par l'état matériel et moral des troupes roumaines après les victoires de Mărăști et de Mărăsești, par le désir du gouvernement roumain de ne pas rompre avec l'Entente, par un sentiment de solidarité monarchique, par la nécessité d'avoir dans le roi de Roumanie une garantie de la paix. D'après le désir de son Souverain, il affirmait que les autres alliés ne s'opposeraient pas à une entente; mais il laissait en suspens la question de l'évacuation. Le 24 février 1918, la rencontre avec le général Averescu, nouveau chef du gouvernement roumain, n'arracha pas à celui-ci la cession de la Dobroudja, et on n'avait pas encore parlé des cessions envers la Hongrie. Dans celle avec le roi lui-même, qui eut lieu sur le front, le 27, Czernin, tout en posant un terme de six semaines aux hésitations du monarque, accordait aux Roumains un passage jusqu'à Constantza, ainsi que son appui pour leur assurer la Bessarabie. Il arriva à imposer le ministère Marghiloman pour continuer les négociations : on lui sacrifia, en guise de compensation, la renonciation à la Dobroudja; Târgul Ocnei et Severin rentraient dans la ligne roumaine. Tout un programme d'exploitation économique austro-allemand dut être accepté (2). Quelques mois après, tout ce résultat disparaissait dans la débâcle des Empires Centraux.

(1) Leider kann Rumänien aus diesem Kriege nicht so geschwächt herausgehen, wie es sowohl die Gerechtigkeit und das berechtigte Interesse der Monarchie erheischen würde », p. 352.

(2) P. 351 et suiv.

Aujourd'hui, lorsqu'on pense à créer, sous le contrôle de la France ou de l'Italie, la « confédération danubienne », on réédite Czernin, et M. Goemboes copie Tisza lorsqu'il croit que la Hongrie de Saint-Etienne peut ressusciter.



VEREIGNAT  
1987